

Mémorial, le reflet de 30 ans d'histoire de la Russie

Alain Blum

Institut national d'études démographiques (INED)
et École des hautes études en sciences sociales (EHESS)

Sociétés politiques comparées, 56, janvier-avril 2022

ISSN 2429-1714

Éditeur : Fonds d'analyse des sociétés politiques, FASOPO, Paris | <http://fasopo.org>

Citer l'article : Alain Blum, « *Mémorial, le reflet de 30 ans d'histoire de la Russie* », *Sociétés politiques comparées*, 56, janvier/avril 2022, http://www.fasopo.org/sites/default/files/charivaria_n56_2.pdf

Sociétés politiques comparées, 56, janvier/avril 2022



Mémorial, le reflet de 30 ans d'histoire de la Russie.

Résumé

Le 28 décembre 2021, la Cour suprême de la Fédération de Russie décidait de la liquidation de l'organisation *Mémorial International*, confirmée en appel quatre jours après l'agression de l'Ukraine par la Russie. Ces jugements ont mis un terme à l'existence d'une ONG, essentielle à l'écriture de l'histoire des violences politiques durant la période soviétique, et en particulier durant le stalinisme, essentielle aussi à la conservation de la mémoire. Immensément respectée, cette association avait réussi à se faire une place unique dans le paysage des acteurs de l'histoire et de la mémoire. Son histoire est étroitement articulée à celles de l'URSS et de la Russie, témoignant autant du bouillonnement social et intellectuel de la *perestroïka* que de la violence du contrôle politique et autocratique depuis les années 2000.



Memorial, reflecting 30 years of Russian history.

Abstract

On 28 December 2021, the Supreme Court of the Russian Federation decided to liquidate *Memorial International*, and this decision was upheld on appeal four days after Russia's aggression against Ukraine. These judgements put an end to the existence of an NGO, essential to the writing of the history of political violence during the Soviet period, and in particular during Stalinism, and also essential to preserving memory. Immensely respected, this association had succeeded in making a unique place for itself in the landscape of actors of history and memory. Its history is closely linked to that of the USSR and Russia, bearing witness to both the social and intellectual ferment of *perestroïka* and the violence of political and autocratic control since the 2000s.



Mots-clés

Crimes contre l'histoire ; mémoire en danger ; *Mémorial* ; recherche en danger ; répression politique ; Russie ; travail de mémoire.



Keywords

Crimes against history; *Memorial*; memory at risk; political repression; research at risk; Russia; work of remembrance.

Pour le cinquième temps de notre réflexion collective sur la liberté scientifique, Sociétés Politiques Comparées publie trois contributions qui illustrent chacune une contrainte, parmi beaucoup d'autres, pesant aujourd'hui sur la liberté scientifique, voire menaçant sa survie même.

Dans son article sur l'ONG Mémorial, interdite par le régime de Vladimir Poutine en 2021, Alain Blum montre qu'en Russie la connaissance du passé est un enjeu fondamental du présent. Les atteintes à la liberté scientifique (et à l'ensemble des libertés publiques), les tentatives de légitimation de la guerre d'agression contre l'Ukraine passent par le contrôle de la mémoire historique et l'imposition d'un Grand Récit « patriotique ».

Nathan Jobert, qui fait lire à ses étudiantes et étudiants de l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne Être moderne en Iran de Fariba Adelkhah, nous transmet la belle lettre de Margot Gavelle à celle-ci, prisonnière scientifique à Téhéran depuis le 5 juin 2019 sur la seule base de ses recherches anthropologiques. Jean-François Bayart répond donc à sa place à Margot Gavelle en essayant d'expliquer le sens de l'œuvre de notre collègue. Le cas de Fariba Adelkhah montre que la compréhension du présent, pas plus que celle du passé, ne peut rester innocente aux yeux des régimes autoritaires immédiatement contemporains, quelles que soient les conventions internationales et les Constitutions dont ils s'adornent.

L'analyse du système d'évaluation dans une institution universitaire d'Europe occidentale que propose l'anthropologue suisse Yvan Droz concerne une situation politique tout autre, puisque démocratique. Mais l'imposition des normes bureaucratiques néolibérales, dans le cadre du New Public Management, se traduit elle aussi par une aliénation de la liberté de création scientifique, même si la privation de la liberté du chercheur n'en est heureusement pas le prix à payer. Différence cruciale par rapport au sort qu'encourent nos collègues de pays moins bien lotis. Mais la dérive « illibérale » de certains États d'Europe centrale, au sein même de l'Union européenne, quarante ans après la chute des « démocraties populaires » peu regardantes en la matière, nous suggère que cette différence n'est pas un acquis irréversible.

Le 28 décembre 2021, la Cour suprême de la Fédération de Russie condamnait l'ONG *Mémorial International* à être dissoute pour n'avoir prétendument pas respecté la loi sur les « agents de l'étranger ». *Mémorial – Centre des droits humains* connaît le même sort, en étant qui plus est accusé par le parquet de soutien à l'extrémisme et au terrorisme. Cette accusation extrêmement lourde n'a cependant pas été retenue par la juge ayant décidé sa dissolution. Le jugement doit encore passer en appel.

La condamnation de *Mémorial International* a, elle, été confirmée en appel le 28 février 2022, après des mois, des années de harcèlements, et cela 4 jours après que Vladimir Poutine a envoyé ses troupes en Ukraine. Cette concordance temporelle n'est bien entendu pas due au hasard. Elle n'est pas une simple coïncidence entre le renforcement d'une répression tous azimuts de la liberté d'expression et l'agression d'une violence inouïe de l'Ukraine. Elle est l'expression d'un parallèle à première vue étonnant entre le renforcement de l'autoritarisme du pouvoir russe, le renfermement du dictateur dans un cercle de plus en plus étroit de quelques affidés, et la stigmatisation de cette organisation qui associe histoire des répressions et des violences staliniennes en particulier, des violences politiques en général, droits humains contemporains, volonté d'inclure l'histoire de la Russie du XX^e siècle dans une histoire européenne.

L'histoire de *Mémorial* est de fait profondément inscrite dans celle des 35 dernières années de l'URSS, puis de la Russie, qui débute au milieu des années 1980 par un bouillonnement social extraordinaire, une ouverture européenne, une circulation des idées, une redécouverte de l'histoire, pour se terminer, le 24 février 2022, par une coupure profonde entre la Russie et l'Europe. Cette coupure entre un système politique russe extrêmement autoritaire et les démocraties européennes est humaine autant que politique. Elle fragmente tant le domaine de la circulation des idées que la conception du pouvoir. Cette inscription très profonde de *Mémorial* dans l'histoire plus générale de la Russie témoigne de la place tout à fait unique qu'ont prise tant *Mémorial International* que *Mémorial – Centre des droits humains* dans le paysage des ONG, nées à la

charnière des années 1980 et des années 1990, une place qui la met au croisement de différents milieux : le milieu professionnel des historiens, les générations qui ont connu la violence stalinienne, et les jeunes générations qui souhaitent tout à la fois une forte ouverture de leur pays et s'approprier leur histoire, et qui n'ignorent pas les nombreuses violences politiques qu'elle a connues.

L'histoire de *Mémorial* est aussi inscrite dans une histoire plus longue, celle des années grises de l'Union soviétique de Brejnev, par exemple ce 30 octobre 1974 quand Andreï Sakharov (1921-1989) et Sergueï Kovalev (1930-2021) rendent publique, lors d'une conférence de presse clandestine, la proclamation de ce jour « Journée des prisonniers politiques », entamée par une grève de la faim de prisonniers politiques des camps de la région de Perm et de Mordovie. Tous deux, qui connaîtront ensuite le camp suivi de l'exil pour Kovalev, et l'exil pour Sakharov, seront les premiers à présider à la destinée de *Mémorial*. La « Journée des prisonniers politiques » deviendra l'un des événements majeurs célébrés chaque année par *Mémorial*, à travers une lecture publique par des milliers de citoyens russes du nom des victimes de la répression stalinienne, ceci devant la fameuse « pierre des Solovki¹ » sur la place de la Loubianka.

C'est encore cette histoire longue que l'on découvre à travers celle d'Arseni Roginski² qui, avant de devenir dissident et d'être enfermé dans un camp, avait été faire ses études en Estonie, à Tartu, car, fils d'un prisonnier du Goulag, il ne pouvait trouver une place pour étudier que dans des villes où, loin de Moscou et de Leningrad, se développait une certaine forme de liberté intellectuelle. Il profita de cette liberté auprès du grand historien de la littérature Iouri Lotman³. Ce fut aussi le cas de deux hommes qui se lièrent d'amitié avec lui et allaient partager son aventure au sein de *Mémorial* : Nikita Okhotin⁴ et Alexandre Daniel. Ce dernier était le fils de deux grands dissidents, Iouli Daniel (du procès Daniel/Siniavski) et Larissa Bogoraz (une des huit manifestantes d'août 1968 sur la place Rouge)⁵. On retrouve ces lieux où se transmettaient non seulement une mémoire, mais aussi une attente intellectuelle, une réflexion sur l'histoire, et où surgissaient ainsi des communautés intellectuelles qui allaient pouvoir apparaître au grand jour dans la seconde moitié des années 1980.

Ainsi, ces quelques exemples démontrent à quel point écrire et comprendre l'histoire de *Mémorial* permet un peu d'écrire et de comprendre l'histoire de la Russie des 50 dernières années, de ses relations aussi avec l'Europe contemporaine d'une part, avec le passé d'autre part.

Cette histoire est aussi, peut-être, celle d'une déception malgré les espoirs et l'énergie déployée, la déception de ne pas avoir réussi à s'opposer à l'auto-génération d'un système autoritaire de plus en plus concentré autour d'une personne, Vladimir Poutine : il s'agit bien d'une auto-génération car cette évolution n'est pas tant liée à des dynamiques sociales, ni à des dynamiques internationales, qu'à des logiques internes visant à la régénération permanente d'un pouvoir singulier, dont le leader se consolide en se fondant de plus en plus exclusivement sur l'appareil répressif et en restreignant de plus en plus le cercle de son entourage.

Mémorial est donc née de la soudaine expression d'une société jusqu'alors sous couvert. Elle émerge de l'extraordinaire dynamique de la seconde moitié des années 1980 suscitée par la décision politique de laisser la parole s'exprimer afin de redonner une dynamique et des facteurs de renouvellement à un système stagnant, marqué par le vieillissement des élites au pouvoir qui sont de plus en plus en décalage avec les transformations sociales. Partout en URSS, la *perestroïka* suscite la création de « clubs de réflexion⁶ », qui traitent d'économie, de société, de politique, du passé stalinien occulté. Durant des années, en particulier

¹ Il s'agit d'une pierre de taille importante, prise sur l'île des Solovki, où fut ouvert, dans le monastère, un camp pour prisonniers politiques, au début des années 1920. Ce complexe pénitentiaire est souvent considéré comme le lieu de naissance du goulag.

² Arseni Roginski, 1946-2017. Voir le récit qu'il fait de sa vie lors d'un entretien mené dans le cadre du projet « Archives sonores : mémoires européennes du Goulag », URL : <https://museum.gulagmemories.eu/fr/salle/arseni-roginiski> (consulté le 21/04/2022), entretien retranscrit dans Arsenij Roginskij, « La chose la plus monstrueuse était l'absence de couleurs », *Cahiers du monde russe*, vol. 59, n° 2-3, 2018, pp. 369-390.

³ La biographie écrite par Maria Ferretti dit beaucoup de cette atmosphère et de son parcours : Maria Ferretti, « Senja Roginskij. L'histoire d'un homme entier », *Cahiers du monde russe*, vol. 59, n° 2-3, 2018, pp. 391-402.

⁴ Historien et défenseur des droits de l'homme.

⁵ Voir le long entretien mené avec Larissa Borogaz par Cécile Vaissié, *Russie, une femme en dissidence. Larissa Bogoraz*, Paris, Plon, 2000.

⁶ Carole Sigman, *Clubs politiques et perestroïka en Russie. Subversion sans dissidence*, Paris, Karthala, 2009.

depuis les années Brejnev, après la brève période entourant le 20^e Congrès, le stalinisme avait été réduit à la victoire soviétique contre le nazisme. Le processus de réhabilitation des victimes du stalinisme se poursuivait par intermittence, mais à bas bruit, sans publicité, sans enseignement dans les écoles, les lycées, les universités. Sans doute, une série de décisions avait progressivement permis aux familles de réprimés de connaître le destin de ceux qui avaient été fusillés, de ceux qui étaient morts dans les camps⁷. Les familles déportées poursuivaient leur quête de réhabilitation et cherchaient toujours à récupérer leurs biens⁸. Mais aucune condamnation publique n'était désormais prononcée après celles qui avaient accompagné le 20^e Congrès. Celles-ci n'avaient mis à jour qu'une bien petite partie de l'ampleur des répressions stalinienne.

En cette fin des années 1980, la tragédie stalinienne était encore bien présente dans les familles, si nombreuses partout en Russie, dont des membres avaient été réprimés ou avaient souffert de violences politiques. Cela pouvait être des familles issues de la paysannerie, qui avaient subi la collectivisation massive et la dékoulakisation au début des années 1930, qui par la suite, entraînées dans les immenses mobilités générées par cette violence contre le monde rural, avaient poursuivi, pour certains, une carrière permettant une ascension sociale. Leur trajectoire familiale et personnelle avait alors masqué ce passé, ils étaient devenus des membres bien soviétiques de l'*intelligentsia* scientifique et technique, qui conservaient enfoui profondément ce passé. Cela pouvait être des membres des groupes intellectuels, d'ingénieurs des années 1930, qui avaient subi de plein fouet la Grande Terreur, dont la famille avait été pendant un temps réprimée, avant que ses membres ne réussissent à se réinsérer. Cela pouvait être des « représentants » des « peuples punis » durant la Seconde Guerre mondiale, peu à peu rentrés dans leurs territoires d'origine, et qui, à partir du milieu des années 1980, avaient revendiqué une mémoire collective de ces déportations ethniques. Cela pouvait être des membres des familles des territoires de l'Ouest, annexés entre 1939 et 1940 suite au pacte Molotov-Ribbentrop, qui furent envoyés de force en Sibérie et qui ont participé à partir de 1985 aux revendications d'indépendance de leur république.

Mémorial va contribuer à faire remonter ces histoires enfouies à la surface, à partir de 1987 lorsqu'est créé le groupe d'initiative *Mémorial Moscou*, création qui a été suivie par celle d'un certain nombre d'organisations et de groupes régionaux⁹. *Mémorial International* est enregistrée à Moscou en 1992. Elle est conçue comme une organisation qui permet de faire circuler les informations et qui propose des actions collectives aux différentes organisations régionales déjà créées. Elle n'a en revanche aucune fonction hiérarchique, chaque organisation régionale conservant pleinement son autonomie d'action et d'administration.

Les différentes *Mémorial* régionales, ainsi que *Mémorial International* et *Mémorial – Centre des droits humains*, sont ainsi nées du bouillonnement social et intellectuel qui a marqué cette période en démontrant que « l'âge soviétique¹⁰ » n'avait ni éteint la vitalité de la société, ni plongé dans l'oubli la violence stalinienne. Cette vitalité s'exprime alors en Russie, en Ukraine, ailleurs encore dans l'ex-URSS, dans d'immenses manifestations qui suscitent un espoir et de magnifiques initiatives. Comme beaucoup d'entre elles, la création de *Mémorial* a été portée par la rencontre de deux générations, celle qui avait subi les violences stalinienne ou poststalinienne et avait connu les camps, et celle qui, née lors de la période brejnévienne, avait vécu dans une certaine insouciance, ignorante ou peu attentive à ces répressions.

Se sont ainsi rencontrées ces jeunes générations et les personnalités de la dissidence, rencontre qui a été à l'origine de la fondation de *Mémorial*, comme le raconte très bien Elena Zhemkova, directrice exécutive de *Mémorial*, personnalité emblématique de ces jeunes qui ont découvert l'histoire soviétique et se sont engagés

⁷ Juliette Cadiot et Marc Elie, *Histoire du Goulag*, Paris, La Découverte, 2017 ; Luba Jurgenson et Nicolas Werth (dir.), *Le goulag. Témoignages et archives*, Paris, Robert Laffont, 2017.

⁸ Alain Blum, Emilia Koustova, Madeleine Grieve et Catriona Duthreuil, « Negotiating lives, redefining repressive policies: managing the legacies of Stalinist deportations », *Kritika*, vol. 19, n° 3, 2018, pp. 537-571.

⁹ « Quand et comment a été créé Mémorial », *Mémorial France*, URL : <https://memorial-france.org/quand-et-comment-a-ete-cree-memorial/> (consulté le 21/04/2022).

¹⁰ Alain Blum, Françoise Daucé, Marc Elie et Isabelle Ohayon, *L'âge soviétique. Une traversée de l'Empire russe au monde postsoviétique*, Malakoff, Armand Colin, 2021.

à corps perdu dans la restauration d'une mémoire historique, tout en cherchant à contribuer à écrire une histoire du stalinisme qui ne se réduise pas à la victoire contre le nazisme :

« Si on se souvient de cette époque [la *perestroïka*], je pense tout de suite à ce sentiment de honte et d'un besoin vital de faire quelque chose pour éviter que cette horreur se répète. Oui, un sentiment de honte, pourquoi, car on découvrirait qu'on a pu vivre comme si de rien n'était alors que des milliers, des millions de personnes ont été fusillées. [...] J'étais quelqu'un qui n'avait pas eu de problème et avait plutôt bien réussi. Je viens d'une famille de l'*intelligentsia* de deuxième génération. J'ai bien réussi mes études, j'avais commencé une carrière scientifique en tant que mathématicienne. Je venais d'une famille qui n'avait pas connu de bouleversement, en tout cas, c'est ce que je pensais à l'époque. [...] Alors que je connais aujourd'hui beaucoup mieux l'histoire de ma famille, je vois qu'elle est typique. [...]

Ce qui m'a poussé à interroger le passé ? Il n'y a pas eu un seul moment déclencheur, mais tout s'est passé de façon très rapide. Les livres ont joué un rôle essentiel, et puis d'autres publications, dans des revues et des magazines. En 1985-1986, toute cette information s'est déversée sur nous en un espace d'une année environ. À cette époque, toutes les revues, tous les magazines, des organes, comme par exemple le journal *Le Cirque soviétique* curieusement, tous ces médias publiaient des matériaux, des articles sur ce passé, sur les destins brisés, sur ces familles anéanties. C'était partout, et alors on se demandait, où étais-je durant cette période, comme est-il possible que je ne savais rien de tout cela, alors que j'étais déjà adulte, j'avais 27 ans à ce moment-là, et c'est de là que venait ce sentiment, ce besoin très fort de faire quelque chose, mais sans savoir exactement quoi.

Et c'est là que j'ai rencontré Arseni [Roginski] [...]. Il considérait qu'il n'y avait pas de gens insignifiants, qu'il n'y avait pas de gens secondaires pour l'histoire, il considérait que l'histoire était faite non seulement par des grands hommes, par des maréchaux, par des grands écrivains, mais aussi par tous les autres, et donc qu'il fallait s'intéresser à ces millions de paysans anonymes. Et donc cette idée selon laquelle c'est l'homme qui constitue une unité de mesure de l'histoire a été très importante pour moi. Et une autre idée très importante, née dans nos échanges avec Arseni, c'est l'idée qu'il fallait à la fois mener des recherches scientifiques très sérieuses, très académiques, très approfondies, et qu'à côté il fallait avoir un positionnement citoyen affirmé, clair, ferme¹¹. »

Cet entretien avec Elena Zhemkova permet de comprendre à quel point une interrogation historique et un nouvel esprit démocratique antitotalitaire sont tous deux au fondement de la naissance de *Mémorial*, comme le montrent également les trois objectifs que se donne cette organisation, énoncés dans ces statuts, dont la formulation renvoie à une atmosphère politique et sociale dominant le début des années 1990 :

« Promouvoir le développement de la société civile, de la démocratie et de l'État de droit excluant tout retour au totalitarisme. Participer à la formation de la conscience publique sur la base des valeurs de la démocratie et du droit, surmonter les stéréotypes totalitaires et faire valoir les droits des individus en politique et société. Participer à la restauration de la vérité historique et à la perpétuation de la mémoire des victimes des répressions politiques des régimes totalitaires¹². »

Dans l'esprit de *Mémorial*, ces trois objectifs sont étroitement liés, le troisième étant pensé comme indispensable aux deux premiers. *Mémorial* est vite devenue un acteur – qu'on ne pouvait imaginer voir disparaître – central de l'écriture de l'histoire, du recueil de la mémoire, de l'articulation entre historiens et société civile, articulation qui a conduit des non-historiens de formation à s'engager dans l'écriture d'une histoire occultée, de la même manière qu'Andreï Sakharov était physicien, Sergueï Kovalev biologiste. Nikita Petrov est un cas exemplaire de cette relation étroite entre monde social et écriture de l'histoire. Son parcours est constitué de bifurcations dans des trajectoires d'engagement qu'a permises la *perestroïka*. Chimiste de formation, il travaille sur sa thèse à l'Institut Kourtchatov¹³ sur les composés chimiques du plutonium. Tout en menant ses recherches en chimie, il s'intéresse dès 1975 à l'histoire des répressions politiques de la période soviétique, et en particulier des organes répressifs, à partir de la lecture approfondie des journaux et des revues conservés à la bibliothèque Lénine, de 1925 à 1982, ce qui lui permet d'initier une étude sur l'activité des cadres soviétiques de la sécurité d'État. Ce travail sur les journaux attire l'attention du KGB. Il est convoqué par cet organe, exclu de l'Institut Kourtchatov et contraint d'interrompre sa thèse. Une perquisition

¹¹ Entretien avec Elena Zhemkova mené par Daniel Vallot, correspondant de RFI à Moscou, le 27 ou 28 avril 2021 à Moscou dans les locaux de *Mémorial International* pour l'émission de radio « La marche du monde » consacrée à Arsenij Roginski et diffusée le 25 juin 2021 : URL : <https://www.rfi.fr/podcasts/la-marche-du-monde/20210625-les-voix-du-goulag-6-6> (consulté le 21/04/2022).

¹² « Qu'est-ce que Mémorial International ? », *Mémorial France*, URL : <https://memorial-france.org/quest-ce-que-memorial/> (consulté le 21/04/2022).

¹³ Institut au sein duquel avait travaillé Sakharov après la guerre lors de la mise au point de la bombe à hydrogène soviétique.

menée en 1985 à son domicile conduit à la saisie de nombreux travaux qu'il avait menés sur les organes répressifs¹⁴. Il devient dès la création de *Mémorial* l'un des historiens les plus importants des organes répressifs, bénéficiant en ce début des années 1990 de l'accès aux archives du KGB et aux autres archives nationales, moment où furent menées de nombreuses investigations sur la police politique, dans un mouvement général de découverte de l'histoire du stalinisme¹⁵. Ces archives ont été en partie refermées depuis et ce mouvement s'est éteint.

Nikita Petrov est donc l'exemple d'un scientifique qui, par curiosité, explore des pistes de recherche grâce à un travail systématique lui permettant de comprendre le fonctionnement des organes répressifs, sans vraiment pouvoir en faire durant des années un travail de recherche diffusable. Il est l'expression d'une dynamique sociale étouffée par les « organes », par l'impossibilité de discuter de thématiques pourtant présentes dans les familles de chacun ; il propose ainsi une forme de « dissidence intérieure », voire de révélation de l'histoire, qui n'est au début que destinée à lui-même, avant qu'il ne saisisse les opportunités lui permettant, à la fin des années 1980, de participer aux activités de *Mémorial*, et de devenir un historien majeur de la répression politique en URSS, de la police politique et des services répressifs¹⁶.

Dans la continuité de la décennie 1990, la première décennie du XXI^e siècle est marquée par une activité intense de l'association fondée sur les bases que nous venons de décrire et consistant à recueillir témoignages et documents sur les violences stalinienne ; constitution de listes documentées des victimes agrégeant les travaux faits dans diverses régions ; formations et diffusion de l'histoire du stalinisme à travers de nombreuses activités éducatives, organisation d'expositions, éditions d'ouvrages, etc.¹⁷. Si *Mémorial* avait aussi été créée pour appeler à réaliser un monument-mémorial dédié aux victimes des violences stalinienne, sa tâche initiale est la constitution d'un immense fonds de documents qui sont la trace des violences stalinienne. Durant des années, le mouvement *Mémorial* (aussi bien cette ONG que les ONG régionales) rassemble un fonds exceptionnel (60 000 dossiers familiaux par exemple, de nombreux objets), apporté par les familles de réprimés. En fait, à partir de 1990, se crée un double mouvement, auquel vont participer les membres actifs de *Mémorial* : d'une part, tout un travail de recueil de témoignages et de documents, mêlant ces documents familiaux (correspondances, dossiers pénaux, etc.) et des entretiens menés auprès d'anciennes victimes ; d'autre part, un travail sur les archives (Arseni Roginski participera ainsi à une commission mise en place au début des années 1990 afin de déclassifier les archives de la répression stalinienne) qui va totalement renouveler l'écriture de cette histoire.

Dans ces premières années, il existe une convergence entre le souhait du gouvernement Eltsine (porté en partie par le responsable des archives, Rudolf Pikhov, lui-même historien) de condamner le communisme et d'ouvrir les archives (avec, cependant, déjà une résistance forte des services de sécurité), et une demande de la population pour une écriture de cette histoire. Cette période est, comme le rappelait Elena Zhemkova, une période où de multiples publications révèlent la violence ; chaque hebdomadaire traite de ces questions et le public qui lit avec passion toutes ces publications est immense.

En mettant l'accent sur le recueil d'archives à partir des familles des victimes, ou des victimes elles-mêmes, *Mémorial* suit une approche à laquelle elle se tiendra jusqu'au bout. Il s'agit, d'une certaine manière, d'un choix conceptuel, celui d'écrire une histoire « par le bas » réservant toute sa place aux destins de ceux et de celles qui avaient été, pour l'essentiel, ignorés par le rapport du 20^e Congrès et avaient pourtant constitué la grande masse des réprimés de la Grande Terreur, des vagues de déportations, etc. Cette attention pour l'individu se retrouve alors dans l'autre dimension de *Mémorial*, qui est aussi présente dès sa création : la

¹⁴ Nous reprenons là les éléments de sa biographie présente sur le site de *Mémorial* : <https://www.memo.ru/ru-ru/history-of-repressions-and-protest/punitiv-agencies/punitiv-system/petrov/> (consulté le 21/04/2022).

¹⁵ Nous nous référons ici à sa brève autobiographie sur le site de l'association : *Ibid.*

¹⁶ Parmi ses nombreuses publications, notons un de ses premiers ouvrages, Nikita Petrov et Konstantin Skorkin, *Kto rukovdil NKVD, 1934-1941. Spravotchnik [Qui a dirigé le NKVD, 1934-1941. Répertoire]*, Moscou, Zven'â, 1999, p. 199. Voir aussi Nikita Petrov, « Les transformations du personnel des organes de sécurité soviétiques, 1922-1953 », *Cahiers du monde russe*, vol. 42, n° 2-4, 2001, pp. 375-396.

¹⁷ Le site de *Mémorial International* (<https://www.memo.ru/ru-ru/>) fournit une description de toutes ces activités.

formation, la diffusion de ce nouveau savoir, le fait de s'appuyer sur des témoins pour rendre à cette transmission une existence réelle. Il s'agit bien de faire ressortir l'individu victime de l'ombre dans laquelle il était entré, une pratique que l'on voit naître à cette période en de nombreux lieux du territoire qui fut soviétique, avec l'écriture de ces livres-mémoires, longues listes de noms constituées grâce à une ouverture relative des archives ou à partir d'enquêtes menées auprès des survivants.

Durant cette première période, un jeu étrange est joué par le pouvoir, qui d'un côté renforce de plus en plus le culte de la Seconde Guerre mondiale¹⁸ mais de l'autre ne semble pas vouloir nier les violences staliniennes. De manière générale, l'élaboration d'un récit historique à des fins politiques apparaît dès le début des années 2000¹⁹. Dès 2003, Vladimir Poutine démontre à quel point il veut développer un discours assumant la légitimité de l'usage patriotique de l'histoire, en particulier dans les manuels scolaires :

« Les manuels contemporains pour les écoles et les établissements d'enseignement supérieur ne doivent pas devenir le lieu d'un nouveau combat politique et idéologique²⁰. [...] Nos manuels doivent certes présenter des faits historiques, mais ils doivent aussi inculquer un sentiment d'orgueil, de fierté, pour son histoire et son pays²¹. »

Cette idée dépasse rapidement les discours politiques, engageant dans cette voie des universitaires, mêmes parmi les spécialistes reconnus qui publient pourtant des articles très solides dans les revues internationales et sont invités dans les conférences internationales. Si on peut voir aujourd'hui dans ces premières déclarations et ce glissement vers les milieux universitaires un présage des années 2010-2020, on ne perçoit pas alors de réelles menaces sur l'histoire telle qu'elle se fait dans un cadre universitaire où les échanges internationaux restent forts et où le travail sur les archives contribue à l'émergence de nouvelles approches et développements historiques. On y perçoit sans doute plus une façon de s'affirmer sur la scène la politique intérieure qu'un élément de politique extérieure, comme cela le deviendra par la suite²².

On aurait cependant pu déceler, dès ces prémices, une confrontation entre deux conceptions, celle de *Mémorial* qui tend à développer une histoire en débat, produit articulé du travail des historiens et de la mémoire de ceux qui ont vécu ces périodes qui répond à l'impatience de connaître des autres générations, donc de la « société civile », et une seconde conception, où la demande vient d'en haut dans le but de cimenter une société autour de faits, d'événements, sélectionnés et réinterprétés. Mais l'activité de *Mémorial*, celle des historiens universitaires ou de l'Académie des sciences de renom international, dont les méthodes et les conceptions rejoignent celles des historiens internationaux, n'est alors pas remise en cause et masque ce hiatus, ou le relativise.

La première réelle alerte à laquelle la communauté des historiens et, plus généralement, des sciences sociales réagit apparaît paradoxalement durant la parenthèse « libérale » du règne de Vladimir Poutine, ces quatre années où il laisse la fonction de président à Dmitri Medvedev afin de mieux reprendre les pleins pouvoirs par la suite. En mai 2009, à l'initiative d'un groupe de députés, la Douma est saisie d'un projet de loi intitulé « De la lutte contre la réhabilitation, sur le territoire des États indépendants-ex-républiques de l'U.R.S.S., du

¹⁸ Emilia Koustova (dir.), *Combattre, survivre, témoigner. Expériences soviétiques de la Seconde Guerre mondiale*, Strasbourg, Presses universitaires de Strasbourg, 2020 ; Nikolay Kopusov, *Memory Laws, Memory Wars: The Politics of the Past in Europe and Russia*, Cambridge, Cambridge University Press, 2018.

¹⁹ Voir à ce propos l'intervention d'Emilia Koustova, « Introduction. La politique de la mémoire en Russie », Journée « Mémorial et la portée universelle du stalinisme. Mémoires européennes et histoires nationales », Aubervilliers, 10 mars 2022, à partir de 10 min 30, URL : <https://memorial-france.org/revoir-la-journee-detudes-du-10-mars-memorial-et-la-portee-universelle-de-lhistoire-du-stalinisme/> (consulté le 22/04/2022) ; ainsi qu'Emilia Koustova, « La Russie en quête d'une histoire nationale », *Revue internationale et stratégique*, n° 92, 2013, pp. 65-73.

²⁰ Il a demandé au ministère de l'Éducation de retirer un manuel d'histoire qui critiquait sa politique.

²¹ Discours de Vladimir Poutine lors d'une rencontre avec les historiens à la Bibliothèque nationale de Russie, 27 novembre 2003, URL <http://kremlin.ru/events/president/news/29822> (consulté le 21/04/2022).

²² Le rapport de la FIDH, *Russie. « Crimes contre l'histoire »*, Paris, FIDH, 2021, est une présentation remarquablement complète de l'histoire de la « répression » contre l'histoire et contre les historiens menée de façons très diverses, dont la mise en place d'un appareil législatif répressif, URL : <https://memorial-france.org/table-ronde-en-ligne-russie-consolider-le-pouvoir-par-le-controle-de-lhistoire/> (consulté le 21/04/2022). Voir aussi une synthèse de ce rapport dans <https://novayagazeta.ru/articles/2021/07/11/prestupleniia-protiv-istorii> (consulté le 21/04/2022). Nous nous appuyons ici en grande partie sur ce rapport.

nazisme, des criminels nazis et de leurs soutiens²³ ». Ce projet, dont l'initiative revient à Sergueï Choïgou, alors ministre des Situations d'urgence, aujourd'hui premier acteur, en tant que ministre de la Défense, de la guerre destructrice contre l'Ukraine, n'est pas, comme on pourrait le penser, une loi mémorielle classique luttant contre le négationnisme, mais bien plutôt une arme politique contre les États baltes et l'Ukraine. Il préfigure un usage bien plus large de ce type de loi. Ce projet de loi ne verra pas le jour, mais il est suivi par la création d'une « Commission de lutte contre les tentatives de falsification de l'histoire au détriment des intérêts de la Russie », constituée essentiellement de hauts fonctionnaires et présidée par le chef de l'administration présidentielle, Sergueï Narychkine, aujourd'hui chef des services de sécurité extérieure et président de la très officielle et très patriotique RIO (Société d'histoire de la Russie), l'une des actrices les plus importantes de l'élaboration du récit historique officiel. Cette commission ne fonctionnera guère longtemps et n'aura finalement que peu d'écho, mais apparaît comme une première tentative d'opposer à l'institution académique une institution politique de contrôle.

Un mouvement profondément régressif est définitivement engagé lors du tournant politique et social de 2011²⁴, essentiel dans la transformation du régime, puis à la suite du second tournant, en 2014, avec l'annexion de la Crimée. Le premier moment révèle une vitalité sociale, mais il est désormais en contradiction avec les pratiques du pouvoir et il n'a guère le temps de s'exprimer. Il s'agit des immenses manifestations en réaction aux résultats truqués des élections parlementaires, puis présidentielles. Le second moment est déterminé par l'annexion de la Crimée, qui est accueillie avec un réel enthousiasme par une grande partie de la population de la Russie, et marque en quelque sorte l'acceptation, sous couvert de patriotisme, d'une domination autoritaire, effaçant les contestations de 2011 et 2012. Ces deux moments sont cruciaux tant ils se reflètent dans les lois qui vont peu à peu conduire à la liquidation de *Mémorial*.

La réaction répressive qui suit les grandes manifestations de 2011, dénonçant le caractère manifestement truqué des élections parlementaires, puis en 2012, présidentielles, marque la montée, désormais de plus en plus forte, de la répression, mais aussi d'un discours qui ancre un récit historique unique au cœur de la rhétorique des autorités. Vladimir Poutine affirme, lors d'une rencontre avec les membres de la Société d'histoire militaire de la Russie en 2013, que : « La principale ressource de la puissance et de l'avenir de la Russie réside dans notre mémoire historique²⁵. » Parallèlement à cette mise en avant d'une nécessité consistant à construire un récit historique patriotique et héroïque, contrôlé et unifié, les projets de lois mémorielles se multiplient²⁶ sous le prétexte d'interdire la remise en cause des décisions du tribunal de Nuremberg ; la plupart d'entre elles visent à contrôler la mémoire de la Seconde Guerre mondiale, bien au-delà d'une condamnation de la valorisation du nazisme²⁷. Ainsi, le projet de loi adopté en 2014 remet en cause toute critique de la politique soviétique durant la Seconde Guerre mondiale. Les termes en sont renforcés à plusieurs reprises, jusqu'à l'introduction de l'article 354.1 dans le Code pénal de la Fédération de Russie, le 5 mai 2021, qui criminalise « la réhabilitation du nazisme ». Reprenons ici l'analyse qu'en fait l'excellent rapport de la FIDH, *Russie. « Crimes contre l'histoire »* :

« Le titre de la loi est trompeur, car elle couvre en réalité un éventail beaucoup plus large d'expressions, non seulement sur les crimes nazis, mais aussi sur le rôle de l'Union soviétique dans la Seconde Guerre mondiale et sur l'histoire militaire de la Russie en général. [...] Dans sa version actuelle, la loi établit quatre crimes distincts : (i) “la négation des faits établis par le jugement du Tribunal militaire international [de Nuremberg]” ; (ii) “l’approbation des crimes établis par ledit jugement” ; (iii) “la diffusion d’informations sciemment fausses sur les activités de l’URSS pendant la Seconde guerre mondiale” ; et (iv) “la diffusion d’informations manifestement irrespectueuses sur les dates de la gloire militaire et les dates mémorables de la Russie relatives à la défense de la Patrie ainsi que la profanation des symboles de la gloire militaire de la Russie”. [...] Si les deux premières clauses de l’article 354.1 s’apparentent aux “lois mémorielles” classiques qui ont été adoptées dans plusieurs autres pays européens au cours des dernières décennies et qui interdisent la négation ou le soutien des crimes nazis, les deux dernières clauses de

²³ Philippe Comte, « La “Commission de lutte contre les tentatives de falsification de l'histoire au détriment des intérêts de la Russie” : “grand machin” inutile ou nouvel instrument de censure ? », *La revue russe*, n° 37, 2011, pp. 113-129.

²⁴ Françoise Daucé, *Être opposant dans la Russie de Vladimir Poutine*, Lormont, Le bord de l'eau, 2016.

²⁵ Emilia Koustova, « La Russie en quête d'une histoire nationale », *op. cit.*

²⁶ Nikolay Koposov, « Le débat russe sur les lois mémorielles », *Le Débat*, n° 158, 2010, pp. 50-59.

²⁷ Nikolay Koposov, *Memory Laws, Memory Wars...*, *op. cit.*

l'article 354.1 reflètent un paradigme différent. Plutôt que de protéger la dignité des victimes individuelles des crimes d'État, l'objectif ici est plutôt "d'imposer une manière officiellement sanctionnée de se confronter au passé [...] comme un moyen de renforcer l'identité nationale". Ces clauses permettent à l'État de poursuivre celles et ceux qui partagent des points de vue non approuvés par le gouvernement (ce qui signifie "faux") sur les politiques de l'Union soviétique pendant la Seconde guerre mondiale ou qui expriment des opinions "irrespectueuses" à l'égard de l'histoire militaire de la Russie²⁸. »

À ces développements pénaux, s'ajoute le soutien appuyé à des associations ou à des organisations très proches du pouvoir, au point qu'on trouve à leur tête des personnalités parmi les plus en vue du cercle rapproché de Vladimir Poutine (la Société d'histoire de la Russie, présidée par Sergueï Narychkine, qui dirige par ailleurs les services du renseignement extérieur de la Russie, la Société d'histoire militaire de la Russie, présidée par Vladimir Medinski, ancien ministre de la Culture, aujourd'hui principal négociateur russe avec l'Ukraine), toutes deux très richement dotées. D'autres stratégies sont révélatrices de la mise au point d'un discours historique ayant une visée politique très marquée. La transformation d'un petit musée du Goulag sans grande ambition, qui avait été ouvert avec le soutien de la municipalité de Moscou en 2001 par Anton Antonov-Ovseenko, un historien dissident ayant été détenu dans les camps, est un nouvel élément qui illustre la manière dont des stratégies sont élaborées afin de ne pas nier entièrement les violences staliniennes, mais en les figeant une fois pour toutes dans le temps et en contrôlant leur interprétation. En 2012, la municipalité de Moscou, soutenue en particulier par le ministère de la Culture, décide de revoir totalement ses ambitions en finançant un projet ambitieux, qui ouvre en 2015, le musée de l'histoire du Goulag, financé au plus haut niveau. Peu après, Vladimir Poutine inaugure en grande pompe, en présence du patriarche Kirill, le *Mur du chagrin*, œuvre monumentale dédiée aux victimes des répressions politiques, et cela le 30 octobre 2017, ce jour symbolisant la résistance à la violence politique. Étonnante et cynique récupération ? En fait, il s'agit de l'aboutissement d'un processus qui, plutôt que de nier l'évidence des violences politiques staliniennes, tend à les isoler dans un musée ou dans un monument afin de les séparer du moment contemporain. Ceci constitue un moyen d'affirmer que ces violences font partie d'une histoire tragique, sans doute, mais qui relève vraiment d'un passé révolu, d'une tragédie, donc, partagée par l'ensemble de la population de Russie, qu'on ne peut absolument pas relier à l'époque contemporaine, alors qu'une ONG comme *Mémorial*, traitant de concert droits humains et histoire des violences politiques, établit tout au contraire que la mémoire des victimes des violences politiques est aussi ancrée dans le présent.

À l'inverse, pour Vladimir Poutine, ce qui est ancré dans le présent doit pouvoir être célébré dans une même communion. Ainsi, en 2015, année de l'ouverture du musée de l'histoire du Goulag, les autorités russes reprennent à leur compte une initiative qui avait d'abord été lancée par quelques personnes dans la ville de Tomsk, « le régiment des immortels » : le 9 mai, à l'occasion de la célébration de la victoire de la « Grande guerre patriotique », les citoyens sont incités à défiler en portant un portrait d'un des membres de leur famille qui a été une victime durant ce conflit. Ils se saisissent donc de ce principe d'individualisation, mais pour le mettre au service de l'appropriation d'une seule histoire, héroïque, qui est donc la seule à pouvoir être inscrite dans le présent.

Parallèlement à ce renforcement du seul récit historique acceptable, qui, sur un temps plus long, crée une continuité entre la naissance de l'État kievien et la Russie contemporaine, entre Rurik, le mythique fondateur de l'État russe, et Vladimir Poutine, et qui affirme une unicité du peuple à travers le fait d'avoir vécu des tragédies, un peuple qui ressort grandi de ces épreuves, la répression se développe contre *Mémorial*. À nouveau, l'histoire de cette organisation suit étroitement, mais cette fois-ci en tant qu'organisation qui doit être détruite, l'histoire plus générale de la transformation du pouvoir en Russie.

La loi dite « des agents de l'étranger » promulguée en 2012, et qui inscrit sur sa liste *Mémorial – Centre des droits humains* en 2014, puis *Mémorial – International* en 2016, en est une étape cruciale : elle fournit, quelques années plus tard, des prétextes pour essayer d'étouffer financièrement l'organisation, puis pour la dissoudre. Ici, il n'est plus question d'histoire, il n'est plus question du travail remarquable d'éducation,

²⁸ FIDH, *Russie...*, op. cit., pp. 9-10

d'écriture de l'histoire, de recueil de la mémoire, mené par *Mémorial International*, ni même de celui de défense des droits humains mené par *Mémorial – Centre des droits humains*. La loi sur les « agents de l'étranger » impose à ceux qui sont inscrits comme tels dans le registre ouvert par le ministère de la Justice d'insérer cette mention. Nous ne reviendrons pas ici en détail sur les multiples accusations infondées, déjà largement décrites, qui ont conduit à accuser ces organisations de ne pas appliquer la loi et à les condamner à des amendes élevées. La conclusion, logique mais quelque peu inattendue compte tenu de l'immense aura que possédait *Mémorial*, date du 11 novembre 2021, moment où la Cour suprême notifie à cette organisation que le Bureau du procureur général a déposé une plainte en liquidation contre *Mémorial International* pour violations systématiques de la loi sur les « agents étrangers » (absence des mentions obligatoires imposées aux « agents étrangers » sur les publications et autres supports de communication). Après plusieurs mois de procédures et de simulacres de procès, durant lesquels ses avocats ont plaidé la relaxe en présentant de lourds dossiers démontrant l'inanité de ces accusations, *Mémorial International* a néanmoins été condamnée à la liquidation, le 30 décembre 2021 (30 ans après la fin de l'URSS...), liquidation confirmée en appel le 28 février 2022 (quatre jours après l'agression de l'Ukraine). La boucle était bouclée. L'histoire d'une société en éveil, qui s'était refondée sur la révélation d'une histoire tragique, venait de se refermer.

On conçoit aisément que ce sont les trois principes présents depuis la création de *Mémorial*, que nous avons évoqués, qui sont devenus insupportables au pouvoir actuel en Russie, à Vladimir Poutine en particulier, et qui ont conduit à la dissolution de cette organisation. La société civile ne peut exister, le droit est un instrument bureaucratique et non un outil garantissant la liberté des personnes face à l'État, l'histoire est un récit national décrété d'en haut et les répressions politiques ne sont guère importantes au regard d'une histoire héroïque.

Cependant, le caractère « inacceptable » pour Vladimir Poutine et son entourage des activités de *Mémorial* s'est accentué avec le temps, entre l'année 2000 et la prise du pouvoir par cet homme, et aujourd'hui, avec sa fuite en avant destructrice. Si *Mémorial* n'a jamais été encouragée depuis l'arrivée de Vladimir Poutine, comme elle l'avait été auparavant, elle n'a pas toujours été une « ennemie » indésirable et certains programmes menés par cette ONG avaient même été financés par le ministère de la Culture. Mais cette tolérance s'est peu à peu transformée en hostilité franche, pour mener à sa dissolution. Aujourd'hui, avec la guerre en Ukraine, c'est toute l'information et la transmission des connaissances qui est soumise au contrôle le plus strict. On le sait, il n'est plus possible de nommer cette prétendue « opération spéciale », la « guerre » qu'elle est bel et bien, sans être soumis à des poursuites pénales, interdiction de nommer qui rappelle tant l'interdiction faite par Staline de nommer « famine » la tragédie qui avait frappé l'Ukraine en 1932-1933. Les derniers journaux ayant conservé une certaine liberté de ton, de *Dozhd* à *Ekho Moskvy*, et même *Novaja Gazeta* dont le rédacteur en chef avait été couronné du Prix Nobel de la paix, ne paraissent plus. Les réseaux sociaux sont de plus en plus contrôlés, les recteurs des plus grandes universités, qui ont cherché durant de longues années à développer leurs relations internationales, signent des lettres de soutien à la guerre, certains enseignants sont dénoncés pour leurs propos par des étudiants, d'autres sont licenciés sous des prétextes divers, d'autres enfin, nombreux, tentent de fuir le pays. Tous les liens, les réseaux, l'esprit surtout, qui avaient permis cette ouverture intellectuelle, l'écriture d'une histoire des violences, semblent pour longtemps détruits.

Pour conclure, je souhaite citer l'un des acteurs principaux de *Mémorial*, décédé en 2017. Nous avons eu, dans le cadre du projet « Archives sonores : mémoires européennes du Goulag » mené en collaboration avec Radio France Internationale, un long entretien sur son parcours de vie. Il nous avait raconté comment il avait obtenu des locaux, en 1990, alors que de nombreux entrepreneurs cherchaient à se développer et à récupérer le patrimoine urbain :

« Mais il fallut encore plusieurs mois et enfin, en 1990, je ne me rappelle plus quel mois, le ministère de la Justice nous délivra une attestation qui prouvait que nous étions une personne morale. Et, aussitôt, nous fîmes jouer tout notre potentiel – or il y avait alors toute une masse de gens qui se réclamaient fièrement de *Mémorial* – et nous fîmes représentés au Parlement de Russie et à celui de l'URSS, nous devîmes très présents au parlement de

Moscou, au conseil municipal aussi, et, enfin, en mobilisant toutes nos forces, nous obtînmes notre petite maison de la rue Malyj Karetnyj, qui appartenait au ministère des Constructions mécaniques moyennes, celui qui fabriquait les bombes atomiques. Le ministère venait de la remettre en état pour ses bureaux. Et nous voilà qui débarquons. “Une maison si bien refaite, on la veut !” Au ministère, on nous répond : “On vous la donnerait bien, on n’y tient pas, on s’en fiche, de toute façon on sent que ça va être la fin de notre ministère [rire]. Mais, disent-ils, il y a des gens de la Mairie qui la voudraient pour y ouvrir le premier *night-club* de Moscou.” Rappelez-vous, c’était l’année 1990 ! Je m’en souviens très bien. La mairie de Moscou, une réunion est en cours, j’écris une note à un adjoint au maire, un homme tout à fait convenable, mais il aurait sans doute signé un papier attribuant l’immeuble au *night-club*. J’écris : “Si seulement vous y ouvrez votre *night-club*, si vous ne nous donnez pas cette maison, nous allons rameuter, je ne sais plus, 5 000 personnes et organiser une manifestation contre vous en personne [rire].” C’est comique, mais le fait est que Mémorial organisait vraiment des manifestations, c’était l’époque, il y avait des dizaines de milliers de manifestants... Bref nous avons eu cette petite maison, nous y vivons toujours, et, pour l’instant, on ne nous a pas encore fichés dehors²⁹. »

C’était il y a 30 ans, les mouvements sociaux comptaient, les acteurs politiques se mêlaient aux acteurs sociaux, des négociations pouvaient se dérouler, la foule avait un sens, les manifestations étaient écoutées... Aujourd’hui, l’ONG *Mémorial* est dissoute, le moindre mouvement de protestation est réprimé, pas un membre du parti du président ne pose un regard critique, la guerre est là, provoquée par un seul homme. Les acteurs sociaux qui tentent encore de se faire entendre sont réprimés.

L’AUTEUR

Alain Blum est directeur de recherche à l’Institut national d’études démographiques (INED) et directeur d’études à l’École des hautes études en sciences sociales (EHESS), membre du Centre d’études des mondes russe, caucasien et centre-européen (Cercec). Il est par ailleurs vice-président de l’association Mémorial France, qui est une filiale de l’ONG russe *Mémorial International*, sur laquelle porte cet article. Historien et démographe, ses travaux portent sur les violences politiques en URSS, à partir d’une approche qui privilégie l’histoire « par le bas ». Ses dernières années, il a en particulier travaillé sur les déportations staliniennes menées à partir des territoires de l’Ouest soviétique, annexés à la suite du pacte Molotov-Ribbentrop.

ABOUT THE AUTHOR

Alain Blum is research director at the Institut national d’études démographiques (INED) and Professor at the École des hautes études en sciences sociales (EHESS), and a member of the Centre for Russian, Caucasian and Central European Studies (CERCES, EHESS/CNRS). He is also vice-president of the NGO Mémorial France, which was created as a subsidiary of the Russian NGO *Memorial International*, the focus of this article. A historian and demographer, his research focuses on political violence in the USSR, following an approach related to a history “from below”. In recent years he has worked in particular on the Stalinist deportations from the Western territories of the Soviet Union, which were annexed after the Molotov-Ribbentrop Pact.

²⁹ « Archives sonores... », *op. cit.*